
Chasser en meute

Ce que cinquante ans de grands projets européens disent des gigafactories d'IA

Sept gigafactories, dix-huit États, un règlement, un appel d'offres à trente milliards : l'Europe a tout, sauf une meute.

Essai

Bruno DE SAN NICOLAS

Pour le lecteur pressé

L'appel d'offres publié le 30 juillet 2026 vise jusqu'à sept gigafactories d'intelligence artificielle. Ses critiques sont sérieuses : échelle, demande, dépendance, énergie. Mais elles décrivent des symptômes.

Depuis 1971, les grands projets européens qui ont réussi (Ariane, Airbus, GSM, Galileo, EuroHPC) partageaient trois traits : un chef unique, une demande engagée avant ou avec la construction, une seule spécification.

Ceux qui ont échoué (Europa, Unidata, Quaero, Gaia-X, Northvolt) avaient des étages nationaux sans intégrateur, une défection nationale, un objet sans proie, ou un site héroïque bâti avant d'être exécutable. Et la meute qui a réussi peut s'engourdir : Ariane 6, conçue jetable en 2014, a laissé l'Europe lancer ses satellites Galileo sur des fusées américaines en 2024.

Cinq propositions concrètes suivent, applicables avant la sélection des consortiums, attendue début 2027.

Le pronostic ne se dérobe pas : en l'état, non pour sept, oui pour deux ou trois. Huit critères de succès et quatre marqueurs vérifiables début 2027 permettent au lecteur de juger lui-même, et de prendre l'auteur en défaut.

Sept gigafactories, dix-huit États, un règlement, un appel d'offres à trente milliards : l'Europe a tout, sauf une meute. Une meute, ce n'est pas sept loups qui hurlent ensemble devant un ruban tricolore. C'est une proie désignée, un chef qui se tait après l'avoir désignée, et une règle de partage. Depuis 1971, chaque fois que l'Europe a oublié l'un des trois, elle a construit une cathédrale.

Acte I. Trente milliards et une question sans réponse

Le 30 juillet 2026, l'entreprise commune EuroHPC a publié l'appel d'offres qui doit sélectionner les consortiums chargés de construire et d'exploiter jusqu'à sept gigafactories d'IA dans l'Union. Deux lots : les installations « d'échelle moyenne » devront atteindre au moins 75 000 accélérateurs en équivalent H100 et 120 MW, les « grandes » au moins 100 000 ; EuroHPC et dix-huit États membres achèteront conjointement du temps de calcul, par contrats distincts à chaque phase (Silicon.fr). Les offres sont attendues pour le 12 novembre 2026, la sélection début 2027, la mise en service dans les dix-huit mois qui suivent.

L'enveloppe annoncée dépasse trente milliards d'euros : au plus dix milliards de fonds publics, censés attirer au moins vingt milliards privés. Le mécanisme est un levier, pas une subvention : l'Union couvre au plus 17 % des dépenses d'investissement en infrastructure de calcul, l'État hôte doit au moins égaler cette part, et le consortium finance le reste ainsi que toute l'exploitation (STL Partners).

Les critiques sont connues et documentées. Le CEPS a demandé dès novembre 2025 si ces installations seraient des sanctuaires d'innovation ou des cathédrales dans le désert, en montrant que les sites pressentis se trouvent le plus souvent hors des pôles d'excellence en IA et n'exploitent pas les meilleures conditions énergétiques du continent. Un think tank berlinois a relevé qu'aucune grande entreprise européenne d'IA n'était prête à venir entraîner des modèles de pointe sur ces machines (Science|Business). En mai 2026, une enquête de Politico rassemblait des élus incapables de se faire expliquer le modèle économique, et dix-huit eurodéputés alertaient sur une dépendance accrue à un fournisseur américain unique de puces.

L'argument d'échelle est le plus brutal. Les quatre premiers hyperscalers américains prévoient entre 720 et 745 milliards de dollars d'investissements en 2026 ; l'enveloppe européenne complète, privé compris, représente environ dix-sept jours de leurs dépenses, et sa part publique moins de six jours. Au prix courant d'un gigawatt de calcul de pointe, entre 35 et 60 milliards de dollars, trente milliards d'euros achètent moins d'un gigawatt. Et seul un milliard d'euros environ est réellement engagé sur le budget en cours, le reste dépendant du prochain cadre financier pluriannuel, non adopté (analyse détaillée).

Cette semaine, un opérateur européen de cloud a publié son propre calcul, repris par la presse (dépêche) : une gigafactory devrait dégager entre 300 et 400 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel pour atteindre

l'équilibre, alors que la commande publique qu'il anticipe pour une installation française, environ 40 millions par an, en couvrirait 10 à 15 %. Il en conclut qu'une stratégie nationale ne peut amortir plusieurs centaines de mégawatts, et qu'un site unique concentre les risques d'exécution là où l'inférence gagne au contraire à être répartie près des utilisateurs.

Appliqué au chiffre de trente milliards, le test de Demokos donne ceci. Qui parle : la Commission. Qui y gagne : les régions candidates, 76 manifestations d'intérêt pour 60 sites dans 16 États membres (EuroHPC). Dans quelle unité : des jours de dépenses américaines. Qui peut vérifier : la Cour des comptes européenne, dans sept ans.

Tout cela est exact. Et tout cela reste un inventaire de symptômes. Manque d'argent, demande absente, dépendance aux puces, files d'attente de raccordement : aucun de ces maux n'est nouveau. L'Europe les a rencontrés à chaque grand projet industriel depuis un demi-siècle, et elle en a surmonté certains. La question utile n'est donc pas « ces sept installations sont-elles vouées à l'échec ? », mais « qu'est-ce qui, historiquement, a distingué les meutes qui ont chassé de celles qui se sont dispersées ? ».

Acte II. Cinq meutes dispersées

Europa (1961-1973). Six pays fondent l'ELDO pour construire un lanceur lourd. Le premier étage est britannique, dérivé du missile Blue Streak, le deuxième français, le troisième allemand. Onze lancements entre 1964 et 1971, aucun satellite en orbite : chaque étage fonctionnait, mais jamais ensemble (ESA). Le dernier tir, depuis Kourou, le 5 novembre 1971, explose 150 secondes après l'allumage ; l'arrangement était « politiquement élégant et techniquement catastrophique » (Bricks in Space). Le diagnostic posé à l'époque tient en deux mots : absence de coordination, absence de chef de projet unique.

Unidata (1973-1975). La CII française, Siemens et Philips réunissent leurs activités informatiques dans une société commune, présentée comme la réponse de l'Europe au défi américain et poussée par Paris et Bonn (Hilger, 2008). Au printemps 1975, la CII se lie à Honeywell ; Philips sort en septembre ; Siemens continue seul en octobre (Computerwoche). Douze ans plus tard, Jacques Delors rappellera que Bonn n'avait jamais pardonné à la France ce retrait (Tech Monitor). La meute avait un chef de fait, le partenaire le plus fort, et c'est précisément ce que le partenaire le plus faible n'a pas supporté.

Quaero (2005-2008). Annoncé par Jacques Chirac et Gerhard Schröder comme l'alternative européenne à Google. Dix-huit mois après le lancement, Berlin se retire pour financer son propre programme, Theseus (Le Monde Informatique) ; la Commission autorise en mars 2008 une aide française de 99 millions d'euros pour un programme de 199 millions sur cinq ans. Un observateur avisé écrivait alors que Quaero n'était pas un projet mais un pôle de compétitivité déguisé, qui distribuait des subventions sans avoir à produire quoi que ce soit (Olivier Ezratty). Une meute sans proie.

Gaia-X (2019-). Lancée comme le cloud fédéré européen, l'association compte 331 membres, hyperscalers américains et chinois compris, et a produit des labels et des espaces de données (L'Usine Digitale). Les jeunes pousses allemandes se plaignaient dès 2021 d'une bureaucratie qui menaçait de les submerger : « trop de PowerPoint, trop peu d'action » (Le Monde Informatique). Un dirigeant fondateur, démissionnaire en 2021, parle aujourd'hui d'un échec cuisant et d'années gagnées pour les hyperscalers (Observatoire de l'Europe). Une meute qui avait invité ses prédateurs à la table.

Northvolt (2016-2025). Le mot « gigafactory » vient de là. Fondée en 2016, l'entreprise a levé environ treize milliards de dollars en fonds propres et en dettes (eeNews Europe). En juin 2024, BMW annule une commande de deux milliards d'euros : deux ans de retard sur la montée en cadence, trop de rebuts (Automotive News Europe), alors que le carnet de commandes affichait 55 milliards de dollars (Sifted). Faillite en Suède le 12 mars 2025 ; les actifs, dont l'usine de Skellefteå, passent à l'américain Lyten, transaction close en février 2026 (chronologie). La demande existait. C'est l'exécution qui a manqué, sur un site héroïque étendu à l'Allemagne et

au Canada avant que le premier ait tenu ses cadences. La gigafactory européenne des batteries est aujourd'hui américaine.

Acte III. Cinq meutes qui ont chassé

Ariane (1973-1980). En décembre 1972, la France propose de financer la part du lion d'un nouveau lanceur et d'en assumer les risques, à une condition : la maîtrise d'œuvre par le CNES, les partenaires supportant 40 % du coût ([ESA](#)). Le déclencheur fut américain : Washington refusait de lancer des satellites de télécommunications européens sans restrictions d'usage ([US Centennial of Flight Commission](#)). Premier vol le 24 décembre 1979, Arianespace en 1980, part majeure des lancements commerciaux dès la fin des années 1980, revenus supérieurs à quatre fois l'investissement initial ([Barensky](#)). Un chef, un déclencheur, une demande institutionnelle garantie.

La même meute montre aussi comment une réussite s'engourdit. En juin 2014, deux industriels présentent leur concept d'Ariane 6 à l'Élysée ; l'ESA l'adopte en décembre, jetable, avec un premier vol prévu en 2020 ([European Spaceflight](#)). Au moment même où un nouvel entrant américain préparait le retour de ses premiers étages au sol. Le vol inaugural glisse à juillet 2024, près de quatre ans de retard, plus d'un an après le dernier tir d'Ariane 5 ; entre-temps, Soyouz a disparu avec l'invasion de l'Ukraine et Vega-C est cloué au sol par un échec. Résultat : en avril puis en septembre 2024, l'Europe fait lancer ses satellites Galileo, parmi ses actifs les plus stratégiques, par une Falcon 9 depuis la Floride, sous un contrat de 180 millions d'euros ([SpaceNews](#)), et l'ESA porte à 350 millions d'euros par an les subventions d'exploitation du lanceur. La meute de 1973 n'avait pas changé de proie quand la proie avait changé.

L'ironie est que le nouvel entrant a été fabriqué par la même recette. En août 2006, la NASA lui promet 278 millions de dollars contre trois vols de démonstration ; en décembre 2008, elle lui signe un contrat ferme de 1,6 milliard pour douze missions de ravitaillement de la station spatiale, avant même le premier vol de la fusée ([SpaceNews](#)). Une demande signée avant le béton, versée à un entrant plutôt qu'à l'opérateur en place. L'Amérique a chassé en meute avec un seul loup.

Airbus (1970-1978). Après six ans de production, moins de cinquante A300 avaient été construits, certains parqués des mois sans client ([Cargo Facts](#)). En août 1977, accord avec Eastern Airlines, compagnie endettée de plus de 900 millions de dollars : quatre appareils prêtés six mois, sans frais ([Yesterday's Airlines](#)). Consommation inférieure de 30 % à celle du TriStar ; le 6 avril 1978, commande de 23 appareils pour 778 millions de dollars ([Airways](#)). Airbus n'a pas trouvé sa demande. Il l'a fabriquée.

GSM (1982-1991). Comité créé à la CEPT en 1982 ; bande des 900 MHz réservée par la Commission en 1986 ; première spécification en février 1987 ; déclaration ministérielle des quatre grands en mai ; le 7 septembre 1987, à Copenhague, quinze opérateurs de treize pays signent un protocole par lequel ils s'engagent à investir dans des réseaux GSM vers une date commune ([GSM, histoire](#)). Trente-huit semaines pour aligner un continent, sous la conduite de quatre fonctionnaires. Vingt ans plus tard, le standard servait 2,5 milliards de personnes dans 218 pays ([EE Times](#)). Le standard et l'engagement d'achat, signés le même jour.

Galileo (1999-2016). Le nom apparaît dans une communication de 1999, le financement est décidé en 2002, les services initiaux sont déclarés le 15 décembre 2016 ([CNES](#)). Dix-sept ans, une constellation initiale chiffrée à dix milliards d'euros ([gps.gov](#)), des railleries pendant une décennie. Plus de quatre milliards de smartphones embarquaient un récepteur Galileo en janvier 2024. Endurance et usage obligatoire.

EuroHPC (2018-). L'entreprise commune a déjà acquis douze supercalculateurs, dont JUPITER et Alice Recoque, premiers systèmes exaflopiques d'Europe ([EuroHPC](#)) ; JUPITER, 500 millions d'euros, était le quatrième calculateur mondial à son inauguration ([Innovation News Network](#)). Un acheteur unique, une commodité bien spécifiée, des livraisons dans les délais. C'est à cet organisme que le règlement de janvier 2026 confie les gigafactories.

Le motif est net. Les réussites ont eu un chef unique (le CNES, Airbus Industrie, le noyau permanent du GSM, l'entreprise commune EuroHPC), une demande engagée avant ou avec la construction (institutions, essai Eastern, protocole de Copenhague, obligation d'usage) et une seule spécification. Les échecs ont eu des étapes nationales sans intégrateur, une défection nationale, un objet sans proie, ou un site héroïque bâti avant d'être exécutable. Deux derniers traits. Aucune de ces réussites n'est née à vingt-sept : elles sont nées à trois ou quatre, puis se sont élargies après la première proie. Et la meute qui réussit doit rester capable de changer de proie, faute de quoi elle finit par défendre son territoire au lieu de chasser.

Acte IV. Ce que la meute exige

Une meute, dans la nature comme dans l'histoire militaire, se reconnaît à cinq choses.

La proie. Une meute n'attaque pas le mâle dominant du troupeau, elle isole le veau et le boiteux. Le mâle dominant, c'est le pré-entraînement des modèles de pointe, dont l'appel prévoit d'ailleurs qu'il exige des GPU fortement interconnectés sur un site unique. Le troupeau, c'est l'inférence et l'adoption : 13,5 % seulement des entreprises européennes utilisent l'IA ([Apply AI](#)), et les charges publiques que le projet de Cloud and AI Development Act réserve à ses niveaux d'assurance les plus élevés, dont la défense, qui exigerait matériel et logiciel fabriqués et contrôlés en Europe ([analyse du texte](#)). Le lot « échelle moyenne » impose déjà un mix 50-50 entre infrastructure et modèles en tant que service ([détails de l'appel](#)) : la proie est désignée, mais comme une clause technique, pas comme une stratégie.

La demande de cette proie n'est pas théorique. Du 12 au 30 juin 2026, une directive de contrôle des exportations du Département du Commerce américain a contraint un éditeur américain à désactiver, pour la totalité de ses clients dans le monde, ses deux modèles d'IA les plus avancés ; dix-huit jours d'indisponibilité, sans préavis ([note d'analyse](#)). Un an plus tôt, le 10 juin 2025, le directeur des affaires juridiques de la filiale française d'un hyperscaler américain, entendu par une commission d'enquête du Sénat, avait reconnu ne pas pouvoir garantir un refus face à une demande valide des autorités américaines portant sur des données hébergées en Europe ([Sénat, comptes rendus](#)). Le premier laboratoire européen d'IA a vu son revenu récurrent dépasser 400 millions de dollars, vingt fois plus qu'un an plus tôt, porté par des clients qui cherchent une alternative européenne ([FT via MLQ](#)).

Le chef. Les meutes de l'Atlantique reposaient sur un principe simple, désignation centralisée de la cible et exécution décentralisée par les commandants, et elles ont été vaincues, entre autres, par leur propre trafic radio, intercepté et décrypté. La leçon vaut pour Bruxelles : désigner les cibles, puis se taire. L'outil existe. Le projet de Cloud and AI Development Act prévoit un suivi européen des capacités de calcul mesurées en FLOPs et un indicateur du nombre d'autorités publiques servies par des fournisseurs souverains, par État membre ([texte de la proposition](#)). Un indicateur devient un chef le jour où il devient un objectif réparti, revu par les pairs, et publié.

La zone d'abattage. Les loups rabattent la proie vers un terrain choisi. Ici, le terrain, c'est un carnet de commandes signé avant la première pelleuse. Dix-huit États ont signé l'accord d'achat conjoint ; mais l'engagement français annoncé le 30 juillet porte sur un volume de 100 millions d'euros de capacité de calcul pour ses administrations, sa recherche et ses hôpitaux ([Maddyness](#)), à rapporter aux 300 à 400 millions annuels d'un point mort et aux plus de dix milliards d'euros d'un projet comme AION, dans lequel le seul groupe iliad évoque jusqu'à quatre milliards ([Mobile World Live](#)). Une caution, pas une commande.

Les rôles reliés par un standard. Dans une meute, il y a des rabatteurs, des flanqueurs, des embusqués. Sept installations identiques seraient du gaspillage, et l'appel ne l'impose pas : le règlement autorise les gigafactories multi-sites et multi-pays, avec des installations de calcul distribuées ([règlement 2026/150](#)). Il exige aussi un plan crédible d'intégration progressive de solutions logicielles européennes, avec une pile cloud et IA basée et contrôlée en Europe opérationnelle dans les quatre ans, et ses critères d'évaluation favorisent explicitement la réduction de la dépendance aux fournisseurs non européens ([OpenNebula](#)) ; du matériel européen est attendu à

partir de la phase 2. Le cadre permet la meute. Il ne la forme pas.

Le partage et l'endurance. Qui mange, et combien de temps dure la chasse. Galileo a mis dix-sept ans. Les gigafactories doivent tenir leurs performances installées à 90 % au moins dans la durée ([Silicon.fr](#)), ce qui suppose un cycle de rafraîchissement financé, et le marché s'y prête : les tarifs de location des H100 ont chuté de 64 à 75 % depuis le pic de 2024 ([analyse de marché](#)). Arriver second coûte moins cher, à condition d'avoir encore de l'argent au moment d'acheter. Mais l'endurance n'est pas l'immobilité : Ariane 6 rappelle qu'une meute peut tenir trente ans et manquer le virage suivant. Les gigafactories sont conçues autour du site géant d'entraînement au moment même où l'inférence, distribuée et proche des utilisateurs, devient la charge dominante ; il faudra pouvoir changer d'architecture sans rouvrir un règlement.

Acte V. Cinq propositions avant la sélection

1. Un protocole de Copenhague pour le calcul. Avant la sélection de début 2027, les dix-huit États signataires publient des volumes fermes d'heures de calcul, pluriannuels, vers une date commune, dimensionnés sur le point mort des installations et non sur les budgets disponibles. Le GSM a aligné un continent en trente-huit semaines avec un protocole d'opérateurs ; la fédération de clouds du secteur public (« EuroCloud ») que propose le Cloud and AI Development Act peut en être l'acheteur unique ([texte de la proposition](#)). Les 100 millions français deviennent un plancher, pas un plafond.

2. L'essai Eastern. Chaque gigafactory sélectionnée prête, en phase 1, six mois de calcul à deux cents administrations, hôpitaux, laboratoires et PME de sa zone, avec option d'achat au terme. Le précédent existe à petite échelle : l'AI Factory suédoise Mimer a déjà accompagné plus de deux cents entreprises ([EuroHPC](#)). La demande ne se trouve pas, elle se fabrique.

3. Un CNES du calcul. Un maître d'œuvre par installation (c'est le consortium) et un intégrateur du réseau : l'entreprise commune EuroHPC, mandatée pour répartir des objectifs capacitaires par État (FLOPs souverains, autorités publiques servies), les revoir chaque année entre pairs et publier la revue. Désignation centralisée, exécution décentralisée, silence ensuite.

4. Sept rôles, un standard. Spécialiser et relier : l'entraînement lourd là où l'électricité rivalise avec les pôles américains et chinois, c'est-à-dire en Suède et en Finlande selon le CEPS ([Polytechnique Insights](#)) ; l'inférence souveraine et la défense près des utilisateurs, adossées au nucléaire ; l'IA industrielle près des usines ; le service de modèles et les langues au sud. Et avancer l'exigence de pile logicielle européenne de « dans les quatre ans » à la phase 1, avec portabilité des charges et droits de sortie inscrits au contrat, faute de quoi chaque site redevient un loup solitaire.

5. Acheter au creux, garder la viande. Caler les achats de chaque phase sur les cycles de prix plutôt que sur les cycles budgétaires ; exiger propriété et contrôle européens des entités exploitantes, comme le prévoit le niveau 3 du projet de règlement ; réserver un accès prioritaire aux laboratoires et jeunes pousses de l'Union ; et inscrire dans le prochain cadre financier l'enveloppe qui transformera le milliard engagé en dix. Deux garde-fous, tirés des revers. Northvolt rappelle que la demande signée est nécessaire et non suffisante : la meute a aussi besoin de la discipline d'exécution, un site à la fois. Ariane 6 rappelle qu'il faut acheter un service à qui le livre, nouvel entrant compris, et non répartir des lots au prorata des contributions nationales : le retour géographique cher aux programmes spatiaux ([ESA](#)) serait, appliqué aux gigafactories, la recette exacte d'une meute qui hurle en chœur et chasse en ordre dispersé.

Acte VI. Alors, est-ce que ça va marcher ?

Une doctrine ne dispense pas d'une réponse. La voici en deux temps : les critères, puis le pronostic.

Les huit critères découlent des dix cas. Ils sont observables et vérifiables par n'importe qui avec les documents de l'appel d'offres et la presse ; le lecteur peut refaire le tableau sans l'auteur.

Critère de succès	Test observable	État au 26 septembre 2026
1. Une proie désignée	L'inférence et les charges publiques réservées constituent la cible principale, pas une clause	Partiel : 50 % de service de modèles imposé au lot « échelle moyenne », rien d'équivalent pour le lot « grande échelle »
2. Un chef de réseau	Un intégrateur mandaté pour répartir des objectifs capacitaires par État et les publier	Non rempli : EuroHPC achète, personne ne répartit ; les indicateurs du projet de règlement cloud et IA ne s'appliqueront pas avant 2029 environ (analyse)
3. Une demande signée avant le béton	Volumes fermes d'achat couvrant au moins la moitié du point mort d'un site, soit 150 à 200 M€ par an	Non rempli : les engagements d'achat publiés par les États se comptent en dizaines de millions, 100 pour la France, 10 pour l'Irlande, 15 pour la Lettonie (Silicon.fr)
4. L'échelle européenne	Consortiums et carnets de commandes multi-pays, comme le règlement l'autorise	Partiel : des montages multi-États existent ailleurs (une annexe lettone à la gigafactory finlandaise) ; les deux candidatures françaises connues sont dimensionnées sur un périmètre national, l'une répartie sur plusieurs sites en France (Maddyness), l'autre sur deux campus strasbourgeois (DCD)
5. L'architecture qui suit la charge	Site géant réservé à l'entraînement, inférence distribuée près des utilisateurs	Partiel : autorisé par le règlement ; les candidatures connues sont multi-sites dans un seul pays
6. Un cycle de rafraîchissement financé	Clause des 90 % adossée à des achats pluriannuels et calés sur les prix	Non rempli : la clause existe, mais elle pèse sur le seul consortium, sans engagement d'achat dans la durée pour la financer
7. L'argent public réellement engagé	Dix milliards inscrits dans un cadre financier adopté	Non rempli : un milliard environ engagé, le reste dépend d'un cadre non adopté
8. Un seul langage	Pile logicielle européenne et portabilité dès la phase 1	Partiel : exigée dans les quatre ans

Le compte est simple : aucun critère pleinement rempli, quatre à moitié, quatre pas du tout. Ce tableau n'invente rien. Chacune de ces réserves a déjà été formulée publiquement, par des chercheurs en novembre dernier, par des élus au printemps, et cette semaine par l'industrie elle-même, chiffres à l'appui, point mort compris. L'histoire les valide une à une, puis en ajoute quatre que personne n'avait posées sur la table : le chef, le standard, le rafraîchissement, le calendrier budgétaire. On notera que les réserves les plus précises ne sont pas venues de ceux qui distribuent les subventions, mais de ceux qui achètent les puces. Ils connaissent le prix d'un mégawatt qui attend ses clients.

Le pronostic découle du tableau et se formule sans détour. En l'état, non : pas pour sept. La majorité des sites retenus début 2027 ouvriront vers la mi-2028 avec une commande publique à 10 ou 15 % de leur point mort, chercheront leurs clients après coup comme Quaero, ou les trouveront et manqueront l'exécution comme Northvolt ; et l'un d'eux au moins finira, comme l'usine de Skellefteå, dans un portefeuille non européen. Oui, pour deux ou trois : ceux qui auront été adossés à une demande multi-pays, à des capacités déjà en exploitation et à une architecture qui suit la charge. Les survivantes ne seront pas nécessairement celles qui auront hurlé le plus fort au moment de la sélection. L'histoire ne connaît pas de meute de sept née d'un coup. Elle connaît des meutes de trois qui ont fini par en compter vingt.

Pour que ce pronostic puisse être pris en défaut, quatre marqueurs, vérifiables au moment de la sélection :

1. Au moins un consortium multi-pays retenu, avec un carnet de commandes dans plus d'un État.
2. Des volumes d'achat publiés par l'acheteur conjoint, en heures de calcul et en euros, pour au moins trois ans.
3. Un mandat d'intégrateur confié à EuroHPC, avec des objectifs capacitaires par État.
4. Une enveloppe de calcul inscrite au projet de cadre financier pluriannuel.

Zéro sur quatre : des cathédrales. Deux sur quatre : une meute de deux ou trois. Quatre sur quatre : l'auteur reconnaîtra publiquement s'être trompé de pronostic, et s'en réjouira.

Chute

Les critiques ont raison sur les symptômes, et le tableau leur donne raison sur le fond. Mais Ariane était sous-dimensionnée en 1973, Airbus invendable en 1977, le GSM incertain en 1987, Galileo raillé en 2007. Ce qui les a sauvés n'était ni l'argent ni la technologie : un chef, une proie, une demande signée, un standard, et le temps. Et ce qui a fini par rattraper la plus ancienne d'entre elles n'était pas un concurrent, mais sa propre certitude d'avoir déjà gagné.

Le calendrier laisse une fenêtre, étroite. Les offres ferment le 12 novembre 2026, la sélection tombe début 2027, les premiers sites doivent ouvrir vers la mi-2028. Il reste quelques mois pour signer la demande avant de couler le béton, désigner l'intégrateur avant de distribuer les lots, et écrire le standard avant de brancher les machines. Une meute se forme avant la chasse, jamais pendant.

Rendez-vous début 2027 pour les quatre marqueurs, et mi-2028 à l'ouverture des portes.